

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative - Bâtiment A
19, rue de Ciron
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 07/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EPC FRANCE

Dépot de Montdragon
Muratet
81440 Montdragon

Références : 81-CRARC-2024-66
Code AIOT : 0006802305

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/05/2024 dans l'établissement EPC FRANCE implanté MURATET 81440 MONTDRAGON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'est déroulée dans le cadre d'une action régionale visant à tester le POI d'exploitants Seveso, par la réalisation d'un exercice inopiné, en heures ouvrées ou hors heures ouvrées. Un courrier électronique a été adressé le 26 avril 2024 à la société EPC FRANCE pour l'informer de cette action régionale et en préciser les limites. Cette information ainsi que la date exacte de cette inspection ont été communiquées au SDIS et au SIDPC du Tarn le 24 mai 2024, avec un relai vers les forces de l'ordre, leur demandant à tous de ne pas intervenir dans cet exercice dédié uniquement au contrôle de la mise en application du plan d'opération interne (POI) par l'exploitant.

Dans le cas présent, l'exercice inopiné s'est déroulé le matin durant les heures ouvrées. Le site était en exploitation. L'exploitant n'a été informé ni de la date, ni du scénario de cet exercice.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EPC FRANCE
- MURATET 81440 MONTDRAGON
- Code AIOT : 0006802305
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le dépôt de Montdragon est installé sur le site actuel depuis 1979. Il est constitué de plusieurs dépôts d'explosifs. Le risque principal est constitué par l'explosion en masse d'un des dépôts.

Le site est divisé en deux zones :

- une zone non pyrotechnique comprenant : les bureaux, les vestiaires, le réfectoire, le local UMFE ;
- une zone pyrotechnique constituée par les dépôts.

L'activité de l'établissement consiste en la réception de produits explosifs, au stockage de ces produits et en leur réexpédition par transport en compte propre vers les différents utilisateurs, essentiellement carrières pour minage des fronts de taille, chantiers de TP ou autres chantiers de démolition.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Explosifs
- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Formation du personnel sur situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Obligation de Plan d'Opération Interne (POI)	Autre du 16/07/2013, article L.515-41	Sans objet
2	Mise à jour du POI	Autre du 24/09/2020, article R.515-100	Sans objet
4	SGS et gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	Sans objet
5	Contenu POI :	Arrêté Ministériel du 26/05/2014,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	responsable alerte	article Annexe V	
6	Contenu POI : liaison avec autorité PPI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
7	Contenu POI : description des mesures à prendre	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
8	Contenu POI : conduite à tenir sur le site	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
9	Contenu POI : information autorité PPI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
10	Contenu POI : articulation avec SDIS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
11	Contenu POI : formation du personnel	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
12	Contenu POI : premiers prélèvements environnement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
13	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
14	État des stocks détaillé	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet
15	État des stocks synthétique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le personnel et le chef de dépôt sont aguerris aux exercices d'urgence et connaissent les installations. La mise en œuvre du POI n'a pas posé de difficulté particulière ce qui laisse suggérer sa bonne appropriation par le personnel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Obligation de Plan d'Opération Interne (POI)

Référence réglementaire : Autre du 16/07/2013, article L.515-41
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de :</p> <p>1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ;</p> <p>2° Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement d'EPC FRANCE de Montdragon dispose d'un plan d'opération interne (POI) dont la dernière version est datée de décembre 2022. Ce plan est disponible au format papier et numérique.</p> <p>La version du POI à disposition à l'unité interdépartementale du Tarn et de l'Aveyron de la DREAL Occitanie est identique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Mise à jour du POI

<p>Référence réglementaire : Autre du 24/09/2020, article R.515-100</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>La version de décembre 2022 du dernier POI est liée à la prise en compte de l'intervalle de mise à jour réglementaire de 3 ans. En effet, la précédente version du POI était datée de 2019.</p> <p>Le dernier exercice POI s'est déroulé en journée le 21 décembre 2023. L'exploitant a remis à l'inspection le compte-rendu de cet exercice le jour de l'inspection. Ce compte-rendu appelle une observation de la part de l'inspection liée à l'absence de la désignation des différents acteurs : DOI, fonction intervention, fonction logistique et fonction relations extérieures comme prévu par le POI.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Formation du personnel sur situations d'urgence

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens</p>

d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.

Constats :

Le POI précise les noms des personnes formées pour jouer le rôle de DOI, à savoir le gestionnaire dépôt ou la secrétaire.

La consultation du planning d'astreinte a permis de vérifier qu'il était renseigné, hebdomadairement, jusqu'au 9 juin 2024. Lors de l'exercice, le gestionnaire dépôt a pris la fonction de DOI. Le jour de l'inspection, la secrétaire était en congés avant son départ à la retraite.

Le POI identifie cinq (5) scénarios ou événements redoutés critiques mais n'a pas retenu le scénario joué figurant pourtant dans l'étude de dangers de l'exploitant, dont les zones d'effets de surpression s'étendent jusqu'à 64 m (surpression de 50 mbar) et 129 m (surpression de 20 mbar).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifiera l'exclusion du scénario joué lors de l'inspection dans le POI et mettra à jour le POI suite au départ à la retraite de la secrétaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : SGS et gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5

Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné

Prescription contrôlée :

En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet :

- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;
- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.

Constats :

Après avoir rappelé le contexte et les limites de l'exercice (absence de venue réelle des secours extérieurs, rappel de la mention "exercice, exercice, exercice" à mentionner lors de toute alerte effectuée vers l'extérieur), l'inspection a déclenché un exercice POI, dont le scénario n'était pas connu de l'exploitant. Durant tout l'exercice, aucune entreprise extérieure ou transporteur n'était

présent sur le site.
Le déroulé a été le suivant : 9h31 : simulation d'un départ de feu au niveau du capot moteur du véhicule stationné sur l'aire de chargement/déchargement "fourgon" 9h51 : fin de l'exercice
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contenu POI : responsable alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination
Constats : Les personnes habilitées à déclencher les procédures d'urgence prévues par le POI sont le gestionnaire dépôt ou la secrétaire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contenu POI : liaison avec autorité PPI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention
Constats : Vingt minutes après le début de l'exercice, le DOI a prévenu les autorités du déclenchement du POI depuis le point de rassemblement extérieur au site situé route de Sieurac. L'UiD Tarn-Aveyron de la DREAL a alors été jointe.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contenu POI : description des mesures à prendre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette

situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles
<p>Constats :</p> <p>Conformément aux consignes figurant dans le POI, les salariés présents dans l'enceinte pyrotechnique ont réagi rapidement suite au départ de feu simulé sur le véhicule. A ce titre, ils ont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - retiré le chargement du véhicule mais l'inspection a demandé de le laisser afin de pouvoir jouer un risque d'incendie/explosion de la matière explosive présente ; - utilisé un extincteur et simulé l'utilisation d'un deuxième pour tenter d'éteindre le feu mais l'inspection a indiqué que malgré l'utilisation de 2 extincteurs, le feu n'était toujours pas éteint ; - quitté l'enceinte pyrotechnique en raison de la présence du véhicule en feu, en prenant soin au préalable de fermer les portes des dépôts ; - appelé le chef de dépôt de l'incendie en cours ; - rejoint le reste du personnel devant les bureaux administratifs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contenu POI : conduite à tenir sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte</p>
<p>Constats :</p> <p>Après le rassemblement de l'ensemble du personnel devant les bureaux administratifs, le DOI a :</p> <ul style="list-style-type: none"> - donné l'ordre de quitter le dépôt pour rejoindre le point de rassemblement situé à environ 1 km à vol d'oiseau (en dehors des effets de surpression de 50 mbar) ; - activé la sirène POI/PPI ; - donné l'ordre de procéder aux barrages sur les différentes routes menant au dépôt.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Contenu POI : information autorité PPI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles</p>
Constats :

<p>Le DOI a essayé de contacter le Service Interministériel de Défense et de Protection Civile (SIDPC) de la préfecture à 9h31 puis à 9h42. Malgré deux tentatives, le DOI n'a pas été en mesure de joindre le SIDPC sur le numéro de téléphone du standard (05.63.45.61.61).</p> <p>Ce point a fait l'objet d'un retour d'information de la part de l'inspection auprès du chef du SIDPC.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Contenu POI : articulation avec SDIS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention</p>
<p>Constats :</p> <p>Conformément aux consignes du POI, le DOI a prévenu le SDIS à 9h24 de la tenue d'un exercice d'urgence ne nécessitant pas l'intervention des pompiers. En situation réelle, il revient au DOI d'accueillir les secours publics au point de rassemblement extérieur au site situé route de Sieurac</p> <p>Après l'inspection, la DREAL s'est rapprochée du SDIS. Ce dernier a précisé que l'exploitant n'avait pas mentionné "déclenchement du POI" dans son message téléphonique d'alerte. Cette information est importante et doit être signalée à chaque exercice aux pompiers.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Contenu POI : formation du personnel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes</p>
<p>Constats :</p> <p>La mise en œuvre des moyens d'intervention durant l'exercice a été réalisée par les 3 salariés présents dans l'enceinte pyrotechnique, dont les réactions et la coordination ont montré qu'ils sont aguerris. L'ordre d'évacuation a été donné par le chef de dépôt. L'ensemble du personnel est régulièrement formé pour les interventions d'urgence et participe à tous les exercices POI.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Contenu POI : premiers prélèvements environnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement les substances générant des incommodités fortes sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023
Constats : Le dépôt de Montdragon n'est pas encore soumis aux obligations réglementaires relatives aux premiers prélèvements environnementaux à mener à l'intérieur et à l'extérieur du site. Ces éléments devront être intégrés dans le POI leur de sa prochaine mise à jour ou au plus tard pour le 30 juin 2025,
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'exploitant dispose d'un état des matières stockées pour chacun des 4 dépôts et pour le hangar UMFE. Lors de l'inspection, un état des matières stockées par dépôt a été remis à l'inspecteur. Chaque état présente les divisions de risques des articles présents, la référence et la désignation des articles, l'unité de comptage, la quantité en stock de chaque article et les masses correspondantes (brute et explosive). Les états des stocks sont mis à jour à chaque mouvement de produit, soit quasiment à une fréquence journalière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : État des stocks détaillé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme indiqué au point de contrôle précédent, l'état des stocks permet de répondre aux besoins de la gestion d'un événement accidentel.</p> <p>Un plan général des zones de stockage est présent dans le POI.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : État des stocks synthétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. [...]</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>

Constats :

L'exploitant a précisé qu'il ne disposait pas, pour répondre aux besoins d'information de la population, d'un état des stocks sous format synthétique. Cependant et compte tenu de l'homogénéité des produits stockés (explosifs uniquement), l'inspection considère qu'un état des stocks synthétique n'est pas nécessaire,

Type de suites proposées : Sans suite